



Monsieur le Premier Ministre, vous vous déplacez aujourd'hui dans notre cité dans le but de signer le contrat de plan État/Région (CPER), destiné à apporter aux collectivités locales un soutien afin de leur permettre de mener à bien de grands projets structurants, et permettre en outre la relance des secteurs économiques les plus touchés par les conséquences de la crise COVID.

Ces mesures de soutien renforcées passent bien évidemment par l'attribution du fond de solidarité (FDS) aux entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales. C'est aussi à ce titre que les agents de la DGFIP se sont pleinement mobilisés depuis des mois comme ils le font chaque fois et depuis tant d'années.

Tous les agents des finances publiques ont depuis le début de cette pandémie montré un dévouement sans faille envers les usagers, les personnes en difficultés, le secteur hospitalier, les collectivités territoriales, et bien entendu les entreprises, que ce soit par l'attribution du FDS, des remboursements accélérés de crédits d'impôts (TVA, CICE) ou l'octroi de délais de paiements.

Car tous savent que leur devoir de fonctionnaire et leur mission de service public sont primordiaux en ces temps difficiles, et qu'au-delà d'un simple dossier, c'est l'humain qui est au centre des priorités.

Cet investissement est réalisé dans un contexte ô combien compliqué de restructurations, fermetures de service, relocalisations, et ce malgré l'objectif affiché du CPER, à savoir une priorité stratégique de réduction des inégalités territoriales et d'accessibilité aux services de proximité !

À la DGFIP, dans le cadre du Nouveau Réseau de Proximité (NRP), c'est tout le contraire !

Et ce sont nos services qui payent, encore et toujours, le plus lourd tribut en termes de suppressions d'emplois.

Depuis sa création, la DGFIP a perdu 30 000 postes et ne représente plus à ce jour que 4,2 % des effectifs de la fonction publique d'État ! Et pour 2021, ce sont encore 1 800 emplois qui vont disparaître, soit plus de **42 %** des suppressions d'emplois de toute la fonction publique d'État, faisant ainsi franchir à notre administration la barre symbolique de moins de 100 000 ETP (équivalent temps plein). Exemplaires mais non prioritaires, nous sommes le plus gros fournisseur de suppressions d'emploi de la fonction publique d'État !

Le public, les ministres, et au plan local, les services du préfet, les élus varois et les partenaires, ont souligné notre engagement au plan de soutien et de relance.

Mais, dans le même temps, ce sont 39 nouveaux emplois qui sont supprimés en 2021 à la DDFIP du Var, soit **350 en moins de 10 ans** ! Plus de 25 % des effectifs locaux !

Comment les agents, déjà débordés, pourront-ils dans ces conditions maintenir la qualité de service attendue par les usagers ? Comment les services exsangues pourront-ils continuer à fonctionner ?

Pour **FO-DGFIP**, les remerciements de façade ne suffisent pas.

FO-DGFIP s'oppose au démantèlement de notre réseau car ce sont les usagers qui vont en payer le prix.

C'est pourquoi **FO-DGFIP** défend le service public de proximité, gratuit et de qualité, seul garant d'une égalité de traitement des citoyens sur l'ensemble du territoire.

C'est aussi pourquoi **FO-DGFIP** s'oppose aux suppressions d'emplois.

Alors Monsieur le Premier Ministre, vous l'homme des territoires et qui entendez les réarmer, serez-vous celui qui conduira une des plus vastes opérations de déménagement du territoire de ces dernières années ?

Vous l'homme de dialogue social, avaliserez-vous ces concertations de façade avec une partie des élus seulement contre l'avis des usagers particuliers et professionnels, des personnels et de leurs représentants ?

Vous, attaché à un État efficace et décentralisé, serez-vous celui qui remettra en cause l'organisation financière de l'État et l'administration qui la fait vivre pour ne pas renoncer à une réforme conduite d'en haut ?

Vous, élu local souhaitant restaurer la confiance des citoyens dans leurs élites, serez-vous celui qui abolira avec l'affaiblissement du comptable public les garanties que son rôle, attributions et responsabilités offrent aux citoyens ?

Vous, Premier Ministre par construction attaché à l'efficacité de la mise en œuvre des politiques publiques, poursuivrez-vous l'affaiblissement méthodique des moyens de l'administration en charge de leur financement ?

Le service public en général et le service public économique, comptable et financier en particulier ont une fois de plus démontré leur robustesse, leur réactivité et leur efficacité durant ces mois de crise, ici dans le var comme sur l'ensemble du territoire. Il faut désormais en tirer les leçons et abandonner le NRP.

Vous le devez aux personnels qui ont démontré leur sens du service public, vous le devez aux usagers qui n'entendent pas renoncer au service public de proximité.

Missions privatisées, usagers oubliés, agents sacrifiés :
pour **FO-DGFIP, le mépris, ça suffit !**